

Quels arbitrages et changements d'habitudes les ménages opèrent-ils face à l'augmentation des prix de l'énergie en Bourgogne-Franche-Comté ?

La flambée des prix conduit les ménages à modifier leur quotidien. Pour limiter l'impact sur le budget familial, ils n'hésitent pas à faire de nombreux arbitrages concernant leur alimentation, le chauffage de leur logement, leur mobilité et même leurs interactions sociales avec leur environnement proche. Un sur dix seulement n'a rien changé durant l'année écoulée. Si les prix continuent leur ascension, des difficultés risquent de s'installer sur des besoins essentiels. 6 ménages sur 10 n'ont plus de marges financières pour se chauffer et/ou se déplacer. Les familles avec enfants sont particulièrement concernées.

Depuis la fin de la crise sanitaire, la France est entrée dans une période inflationniste. La reprise économique, les tensions géopolitiques impactent en particulier, le coût des matières premières et des énergies. Les hausses des prix sont importantes malgré les dispositifs de l'Etat comme le bouclier tarifaire. Durant l'hiver 2022-2023, les Français ont été appelés à plus de sobriété énergétique face aux incertitudes d'approvisionnement en gaz liées à la guerre en Ukraine.

La région a pour particularité d'avoir le climat le plus froid du territoire métropolitain et le parc de logement le plus ancien, donc le moins bien isolé. Selon l'Insee, la Bourgogne-Franche-Comté est la 2^{ème} région où l'on dépensait le plus pour se chauffer en 2018, derrière le Grand-Est. Les aspirations pour la maison individuelle et le développement de la mobilité via l'automobile ont conduit à un important phénomène de périurbanisation. En 2018, 8 actifs sur 10 utilisaient leur voiture pour se rendre à leur travail. La hausse des prix fragilise ainsi le budget des ménages, mais dans quelles proportions pour la région ?

L'Uraf BFC a souhaité les interroger en pleine période hivernale sur ses conséquences. Qu'ont-ils changé ? Comment envisagent-ils l'avenir ?

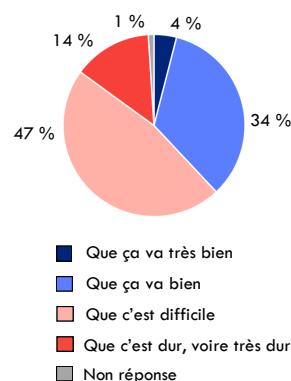
Comment les ménages se situent-ils financièrement ? Dans quel état d'esprit sont-ils ?

La situation financière des ménages

4 à 5 ménages sur 10 déclarent être dans un inconfort financier, que leur situation est difficile. Plus d'un sur dix estiment qu'elle est même dure voire très dure. Les plus concernés par ces situations financières fragiles sont davantage des adultes à la tête de famille monoparentale (79%), des personnes issues des CSP⁻³ (67%), et les moins diplômés (75%). Sur un plan géographique, les habitants de la Nièvre sont proportionnellement plus nombreux à indiquer cette situation (78%) que ceux du Doubs (53%) : Les salaires des Frontaliers

suisses sont au moins aussi élevés que ceux de l'espace viticole de l'axe Dijon/Mâcon alors que la Nièvre compte de nombreuses personnes en situation de vulnérabilité économique. Au-delà de ces caractéristiques, **ce sont surtout les familles avec enfants qui décrivent des budgets moins favorables.** 51% des couples sans enfant à charge déclarent une fragilité financière contre 62% qui en ont et 79% des familles monoparentales.

1 Financièrement, vous diriez :



Leur gestion budgétaire

Pour faciliter la gestion budgétaire, le découvert est un outil souvent utilisé. Si 40% de ménages déclarent y avoir eu recours au moins une fois lors des 12 derniers mois, **ce sont surtout des parents qui en font l'usage.** 55% des couples et 62% des personnes seules avec enfants ont été à découvert. De fait, ce sont plutôt les plus jeunes qui vivent à crédit. 25% des 60-69 ans seulement utilisent cette option. Les CSP⁻³ sont proportionnellement plus nombreux à gérer leur budget ainsi, mais 39% des CSP⁺¹ et 44% des Professions intermédiaires² sont dans ce cas. La capacité à épargner est le meilleur rempart au découvert bancaire. Les épargnants sont moins nombreux à l'être.

18% des ménages utilisent le crédit à la consommation. Il n'y a pas de profil particulier attaché à son utilisation. Les couples avec enfants à charge activent cependant cette possibilité plus que les autres (27%).

L'épargne est importante pour les habitants de la région. La moitié des ménages déclarent mettre de l'argent de côté. Une situation financière sans tension, quel que soit le mode de vie, s'accompagne généralement d'une plus grande capacité à épargner. 81% des ménages qui déclarent une situation favorable, épargnent. **Ils sont tout de même 38% à le faire parmi ceux qui l'estiment délicate et 9% parmi ceux qui la jugent très difficile. La période est anxiogène, les ménages ont besoin de se prémunir de l'avenir.** Les épargnants sont plus nombreux parmi les CSP⁺² (63%) et Professions intermédiaires (68%). Seuls 48%, des CSP⁻³ et 45% des retraités et/ou sans emploi peuvent mettre de l'argent de côté. La différence est encore plus nette en fonction du niveau de diplôme. 62% des personnes diplômées du bac au moins, économisent contre 33% de celles qui ont arrêté leurs études avant. Une personne sur 20 déclare être en interdit bancaire.

L'état d'esprit des ménages

La hausse des prix a des incidences sur le quotidien des ménages. 6 sur 10 indiquent que le contexte les conduit à planifier davantage leurs dépenses. L'inflation et ses conséquences génèrent de nombreuses frustrations. La moitié des habitants se déclarent « frustrés ». Pour un tiers, les conséquences s'accompagnent même d'inquiétudes qui nerveusement sont difficiles à gérer.

La situation a des répercussions différentes selon l'âge et la présence d'enfants dans le foyer. Les retraités et les ménages sans enfant vont surtout mettre en avant la prudence de la planification de leurs dépenses.

Les plus jeunes, soit les parents d'enfants à charge mettent l'accent sur un sentiment de culpabilité. 45% des 30-39 ans et 47% des 40-49 ans culpabilisent de ne pas donner plus à leurs enfants, contre 28% de la totalité des ménages.

Les sentiments sont variables selon l'état des finances des ménages. Les personnes qui intègrent un découvert dans leur gestion budgétaire sont 63% à être inquiètes, 67% à planifier davantage, 54% à souffrir de la situation nerveusement et 46% à culpabiliser face à leurs enfants. Les épargnants ne sont pas moins impactés. 57% déclarent échelonner davantage leurs dépenses.

Le contexte inflationniste a des retombées sur toute la société. Seule 1 personne sur 10 ne se soucie pas plus qu'auparavant de sa situation financière. On note qu'elle impacte la santé d'un tiers des ménages.

Quels arbitrages les ménages font-ils ? Quelles sont les nouvelles pratiques ?

Les changements d'habitudes de consommation

La flambée des prix impacte la vie quotidienne. Au cours des 12 derniers mois, l'Insee évalue la hausse des produits alimentaires à 15%⁴. Aussi 24% des ménages ont déclaré avoir eu souvent des difficultés à se nourrir convenablement, 11% en ont même eu très souvent. 39% se sont trouvés contraints dans leurs déplacements et 24% des locataires ou accédants à la propriété ont eu du mal à régler leur loyer ou crédit immobilier.

2 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ? (en%)

Épargné	51
Été à découvert	40
Contracté un crédit à la consommation	18
Été en situation d'interdit bancaire	5
Etabli un dossier de surendettement	4

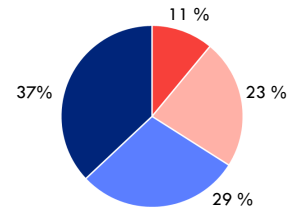
3 Quelles incidences, la hausse des prix a-t-elle sur votre état d'esprit au quotidien ? (en%)

Cela me demande de planifier davantage mes dépenses de la vie quotidienne	62
La situation engendre certaines frustrations	53
Ma situation financière m'inquiète	37
Nerveusement, la situation a des répercussions sur mon quotidien	36
Je culpabilise de ne pas pouvoir offrir plus à mes enfants	28
Aucune incidence	14

4 Au cours des 12 derniers mois, quels changements avez-vous dû opérer en raison de l'augmentation des prix ? (en%)

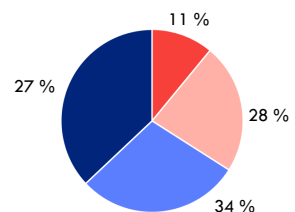
Consommer moins (vêtements, produits manufacturés...)	75
Diminuer vos déplacements	71
Acheter plus de produits de premier prix	52
Résilier certains abonnements	32
Acheter plus de produits d'occasion	33
Aucun changement	11

5 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu des difficultés à vous nourrir convenablement compte tenu de l'augmentation des prix (en %)



- Très souvent
- Souvent
- Rarement
- Jamais
- Non réponse

6 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu des difficultés à vous déplacer compte tenu de l'augmentation des prix ? (en %)



- Très souvent
- Souvent
- Rarement
- Jamais
- Non réponse

7 Au cours des 12 derniers mois, en raison de l'augmentation des prix avez-vous dû renoncer à ? (Plusieurs réponses possibles en%)

Effectuer certaines sorties	69
Partir en vacances	50
Réaliser des travaux dans votre logement	46
Pratiquer un loisir	40
Rendre visite à des proches	30
Des soins médicaux, visites de médecins	19
Des loisirs pour vos enfants	17
Accepter un emploi, suivre des études ou des formations	4

¹ CSP + : Catégorie socio-professionnelle comprenant les agriculteurs, les artisans, les cadres supérieurs et chefs d'entreprise.

² Profession intermédiaire : Catégorie socio-professionnelle comprenant les techniciens, les professeurs des écoles, les cadres moyens, les animateurs, les infirmières...

³ CSP - : Catégorie socio-professionnelle comprenant les employés et ouvriers.

⁴ Données Insee : « Information rapide n°96 » avril 2023

Ils sont nombreux à avoir modifié leurs comportements en tant que consommateur. 11% seulement indiquent n'avoir rien changé. Pour beaucoup cela s'est traduit par une baisse de leur niveau de consommation. 75% déclarent avoir moins acheté de produits manufacturés, 71% ont réduit leurs déplacements et 33% ont résilié certains de leurs abonnements. L'adaptation de leurs besoins à leur budget passe aussi par d'autres manières de consommer. 52% mettent dans leur caddie de plus en plus de produits premier prix et rognent ainsi sur la qualité. 32% se reportent sur des produits de seconde main. Les options changent en fonction des catégories de population. Les couples avec enfants achètent plus souvent des produits d'occasion, 46% contre 32% en moyenne. Souvent dans des situations financières plus compliquées, les moins diplômés achètent plus souvent des produits premiers prix (64% contre 52% en moyenne) et résilient davantage leurs abonnements (43% contre 33% en moyenne).

Les renoncements

Au-delà d'une baisse de la consommation, la hausse des prix impacte le mode de vie des ménages. Au cours des 12 derniers mois, 46% ont renoncé à des travaux dans leur logement, 69% à certaines sorties, 50% à des vacances, 40% à pratiquer un loisir et même 30% à rendre visite à des proches. **L'inflation génère un repli sur soi. Les loisirs et les relations sociales ne sont pas seuls à en pâtir. 19% ont renoncé à des soins médicaux. Les renoncements sont multiformes et nombreux.** 6 ménages sur 10 évoquent avoir abandonné des projets se rapportant de 3 à 5 items de la question qui en comportait 8.

Les renoncements ne portent pas sur les mêmes éléments selon la composition familiale. Compte tenu de leurs contraintes budgétaires, les personnes seules avec ou sans enfant vont plus que les autres limiter le nombre de visites à des proches : 38% des personnes seules, 51% des monoparents contre 30% en moyenne. Les renoncements portant sur les loisirs des enfants concernent toutes les familles, qu'elles aient un couple ou un seul parent, à leur tête. Par contre, les monoparents délaisseront plus que les autres leur vie professionnelle, leurs études ou formations.

Au-delà des caractéristiques sociales et familiales, l'état des finances des ménages sont à l'origine des principaux abandons. Les ménages qui doivent faire face à des découverts bancaires renoncent plus souvent à pratiquer un loisir, à celui de leurs enfants et surtout à des soins.

Même si la population déclare globalement

avoir dû abandonner certaines choses ou projets depuis 12 mois, ce sont les plus vulnérables sur un plan économique qui le réalisent le plus. **L'inflation génère un isolement social plus ou moins prononcé.**

Le chauffage

Au cours des 3 derniers hivers, la moitié des ménages déclarent avoir eu froid dans leur logement. Si un tiers évoque une mauvaise isolation, 6 sur 10 soulignent des baisses ou coupures de chauffage par souci d'économie. Les familles sont les plus touchées. 69% des monoparents et 52% des couples avec enfants à charge ont eu froid contre 34% des couples sans enfant. Une situation financière difficile accentue le phénomène. 86% des personnes dont le budget est très défavorable ont eu froid contre 25% de ceux dont les finances sont moins contraintes.

Cet inconfort s'est renforcé avec l'inflation récente. Les 3/4 des ménages ont réduit la température de leur logement et la moitié ont retardé l'allumage à l'entrée de l'hiver. Ces solutions se conjuguent souvent. Moins de 2 ménages sur 10 n'ont rien changé à leurs habitudes cette année. **Si les prix continuent leur ascension, les prochains hivers seront compliqués. 6 ménages sur 10 déclarent ne plus avoir de marge de manœuvre financière pour faire face au froid.** Les plus vulnérables sont les plus concernés mais pas seulement. 4 ménages sur 10 qui ont encore quelques possibilités financières ont retardé la mise en route de leur mode de chauffage.

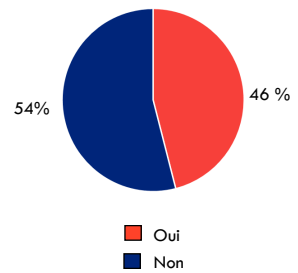
Face à ce manque de confort qui s'installe, les habitants de la région sont en quête d'économies dans leur habitat. Un ménage sur deux envisage des solutions pour réduire leur facture d'énergie. Parmi eux, la moitié prévoit des travaux d'isolation soit un quart des ménages, 1 sur 10 envisage le renouvellement de son mode de chauffage. La question des charges dans le logement devient prégnante. 1 ménage sur 10 étudie même un déménagement pour limiter leur facture énergétique.

La mobilité

Première région rurale de France, moins de la moitié de la population de Bourgogne-Franche-Comté habite l'espace urbain ou périurbain. Cette organisation est rendue possible par l'usage de la voiture. 80% des déplacements domicile-travail et domicile-études sont réalisés par ce biais, mais ils ne représentent qu'un quart des trajets automobiles.

La flambée des prix des carburants a avant tout pour conséquence de rendre les ménages moins mobiles.

8 **Au cours des 3 derniers hivers, avez-vous souffert du froid dans votre logement ? (en %)**



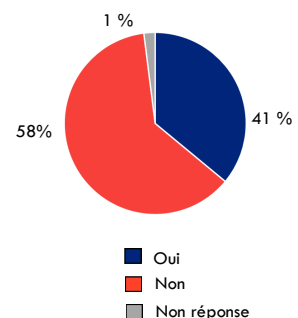
9 **Face à l'augmentation des prix des énergies de chauffage, quelle a été votre attitude ces derniers mois ? (Plusieurs réponses possibles en %)**

Vous avez réduit la température de votre logement	73
Vous avez retardé le moment de l'allumage du chauffage	53
Vous n'avez pas vraiment changé vos comportements	16
Vous avez changé le mode de chauffage (changement de chaudière, achat de convecteurs...)	12

10 **Parmi les projets suivants, lesquels prévoyez-vous de réaliser pour limiter vos consommations d'énergie dans votre habitat ? (Plusieurs réponses possibles en %)**

Aucun	51
Isoler (murs, combles, fenêtres)	24
Acheter des appareils électroménagers moins énergivores	14
Déménager	12
Renouveler votre mode de chauffage ou chaudière	10
Installer une ventilation	3

11 **Pensez-vous avoir encore des marges de manœuvre financière pour vos déplacements et ceux des membres de votre foyer ? (en %)**



Les 3/4 ont limité leurs déplacements en voiture sans pour autant utiliser d'autres moyens. Les caractéristiques sociales et familiales ne sont pas à l'origine d'un effort supplémentaire. Ce sont les ménages à la situation financière fragile qui ont le plus actionné ce levier. 83% ont moins circulé en voiture.

Sous la contrainte budgétaire, 4 ménages sur 10 se sont reportés sur la marche à pied ou le vélo, 1 sur 10 sur le co-voiturage et 1 sur 10 sur les transports en communs lorsque cela était possible. A travers le recours aux mobilités douces, les ménages recherchent les mêmes avantages que l'automobile : autonomie, liberté dans les horaires... Les habitants d'appartement et les personnes seules en ont davantage fait l'usage. Au premier abord, la question financière semble favoriser l'utilisation de ces alternatives à l'automobile, 49% des ménages ayant une situation financière fragile utilisent la marche à pied par exemple contre 41% de la population globale. **Mais ce sont les comportements et habitudes pris avant la crise des énergies qui ont conduit les ménages à délaisser encore plus la voiture au profit d'autres modes.** L'enquête fait apparaître deux types d'automobilistes, ceux qui indiquent utiliser leur véhicule pour tous leurs déplacements et ceux qui ne s'en servent que quand ils n'ont pas d'autres choix. Ces conceptions concernent respectivement 44% et 54% de la population. Si ces deux catégories ont évité les trajets en voiture, l'intensité est plus forte pour ceux qui ne l'utilisent pas exclusivement. 83% ont réduit leurs déplacements contre 70% des « tout-voiture ».

La montée des prix pose d'importantes questions sur la manière dont les ménages organisent leur quotidien. 6 sur 10 indiquent ne plus avoir de marges de manœuvre financières pour se déplacer. La mobilité risque de décroître. Ce sont surtout les ménages avec enfants (couple : 69%, monoparent : 67%) et les personnes seules (68%) qui déclarent ne plus en déterminer. Les retraités semblent en conserver (50%) mais ils ont moins de déplacements contraints liés au travail et aux enfants.

Dans ces circonstances, les conséquences risquent d'être durables. **6 sur 10 n'ont pas de projet particulier pour limiter leur facture autre que la réduction de leur mobilité.** 1 ménage sur 10 seulement réfléchit à l'achat d'un véhicule électrique et 1 sur 10 à l'achat d'une trottinette ou vélo électrique pour les enfants notamment. 2 sur 10 envisagent l'utilisation des transports en commun. Pourtant, seul 1 ménage sur 10 s'est reporté sur eux depuis les 12 derniers mois.

Perspectives

L'inflation risque d'avoir des conséquences durables sur la vie des ménages. Ils actionnent aujourd'hui de nombreux leviers pour limiter leurs dépenses. Ils réduisent leur niveau de consommation, leur confort à travers la température de leur logement, leur mobilité et leur sociabilité. 24% d'entre eux seulement tentent ou vont tenter d'agir sur leurs recettes en augmentant leur temps de travail ou en changeant d'activité professionnelle. Les familles avec enfants à charge (37%) et les CSP- (34%) sont plus enclines à réfléchir à ces solutions. Mais si leur budget ne leur permet pas, **6 sur 10 sont ou seront dans l'obligation de réduire leur train de vie.**

12 Au cours des 12 derniers mois, concernant vos transports et ceux des membres de votre foyer, avez-vous : (en%)

Moins utilisé votre voiture	76
Évitée de vous déplacer	70
Pas vraiment changé vos habitudes	26
Utilisé davantage les modes de transports doux (vélo, marche...)	41
Fait plus de co-voiturage	15
Utilisé davantage les transports en commun	13

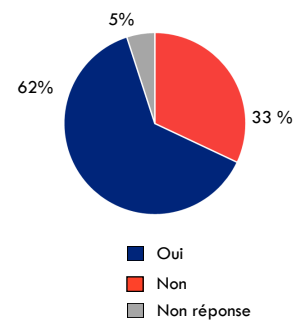
13 Plus globalement, qu'avez-vous entrepris ou qu'envisagez-vous pour améliorer votre situation financière : (en%)

Diminution de votre train de vie	60
Rien	24
Augmentation du temps de travail	12
Changement d'activité professionnelle	9
Reprise d'une activité professionnelle	7

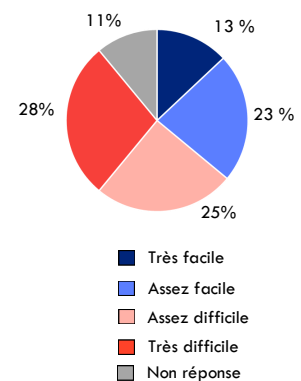
Les services d'aide, de suivi ou de conseil budgétaire :

Un tiers de la population connaît un service de ce type. Il n'est pas simple d'y faire appel : un tiers des ménages seulement estime qu'il serait facile pour eux de le faire. Par contre, il est intéressant de noter qu'il serait plus aisé à ceux qui les connaissent déjà de les mobiliser en cas de difficulté. L'enquête ne permet pas de savoir s'ils ont déjà utilisé leur service, mais il apparaît que ceux qui déclarent les connaître, leur donnent une certaine confiance.

14 Connaissez-vous des structures d'aides, de suivi ou de conseil au budget ? (en %)



15 Solliciter un conseil budgétaire auprès d'intervenants extérieurs (association, professionnel de la gestion du budget...) serait-il pour vous une démarche : (en %)



Observatoire de la famille

Service d'études des Unions Départementales et Régionale des Associations Familiales de Bourgogne-Franche-Comté (Udaf/Uraf) dont la mission générale est de développer des outils de connaissances et d'informations sur la vie de l'ensemble des familles de la région.

Source

Les résultats de cette étude sont issus de l'enquête menée par mail en janvier 2023, par l'Observatoire de la famille.

Le questionnaire élaboré par ce service a été envoyé par mail à 6000 ménages par département choisi de manière aléatoire dans les fichiers Médiapost. 891 ont répondu.

Ces résultats ont fait l'objet d'un redressement sur le critère de l'âge et du département.